

# Kanaky : la décolonisation, c'est maintenant !

jeudi 24 octobre 2024, par [BILLARD Cathy](#) (Date de rédaction antérieure : 9 octobre 2024).

**Dans son discours de politique générale, Michel Barnier était aussi attendu sur le positionnement du nouveau gouvernement et de l'État français par rapport à l'extraordinaire mobilisation du peuple de Kanaky.**



*Crédit Photo. Photothèque Rouge - Manifestation de soutien à la Kanaky à Strasbourg le 24 juin 2024*

Depuis le 13 mai, date de la présentation, suivie du vote, d'une loi dite du dégel du corps électoral, passant en force malgré des mois de mobilisation grandissante, de tentatives de discussion de la part des indépendantistes, le territoire dit de « Nouvelle-Calédonie » vit sous un régime d'exception. Ce vote présenté comme un élargissement démocratique, déchirait d'un même coup tous les engagements de l'État français depuis 1988 et les espoirs populaires des Kanak de décider enfin pour elles et eux-mêmes, en pleine indépendance des intérêts de l'impérialisme français.

Le soulèvement a été tel qu'il n'a pas permis à Macron d'aller au bout de sa politique à la hussarde et de faire voter le Congrès où il aurait été majoritaire pour entériner ce énième hold-up de la démocratie. Et la dissolution, suivie de la vacance gouvernementale, a imposé une suspension de fait. Au final, le Premier ministre a annoncé ce qui enregistre les rapports de forces sur place. La crise sociale qui découle de la paralysie des activités économiques par les barrages et les manifestations de colère, ainsi que l'élection de l'indépendantiste Emmanuel Tjibaou à l'Assemblée nationale, ont dicté l'annonce du renoncement à la mise en œuvre de la loi pourtant votée et le report des élections provinciales qui devaient la mettre en œuvre.

C'est une première victoire de la mobilisation du peuple de Kanaky que le NPA-l'Anticapitaliste salue. Elle appelle des suites. D'abord la libération immédiate et sans condition des centaines de prisonniers politiques kanak, à commencer par les responsables de la CCAT déportés en France. Ensuite, des enquêtes indépendantes pour établir la vérité et rendre justice aux jeunes kanak assassinés par les forces de l'ordre et les milices. Tant que le droit à l'autodétermination n'est pas mis en œuvre, ce n'est pas au peuple de payer les conséquences d'une situation provoquée par l'autoritarisme de Macron-Darmanin-Backès-Metzdorf ! Des dizaines de milliers de personnes sont au chômage : il faut compenser les pertes de salaire et d'infrastructures au lieu de laisser la misère s'approfondir ! Et bien sûr il y a urgence pour la reprise du processus de décolonisation. Il doit finir le temps des colonies !

**Cathy Billard**

---

---

**P.-S.**

- Hebdo L'Anticapitaliste - 724 (10/10/2024). Publié le Mercredi 9 octobre 2024 à 14h00 : <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/kanaky-la-decolonisation-cest-maintenant>